



Contribution de Génération Ecologie / 4 avril 2020

Analyse politique de la pandémie de Covid-19

1. La pandémie provoque une rupture historique

L'épidémie, qui a débuté en novembre 2019 à Wuhan en Chine, est le fait d'un nouveau coronavirus séquencé pour la première fois le 5 janvier dernier : le SARS-CoV-2, virus responsable de la maladie Covid-19. Si l'OMS a décrété l'état d'urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier, il a fallu attendre le 11 mars pour qu'elle soit reconnue comme « pandémie ».

Inédit par sa vitesse de propagation, le Covid-19 a infecté plus d'un million de personnes et provoqué 63 437 décès dans **190 pays** à ce jour selon les données officielles. Le nombre de morts dans le monde évolue de façon **exponentielle** : il a **doublé** au cours de la dernière semaine.

En France, **89 953** personnes sont officiellement reconnues comme contaminées par le Covid-19 et au moins **7560 personnes sont décédées en un mois**. Ici comme ailleurs dans le monde, **les données officielles sur la pandémie sont largement sous-évaluées** en raison de l'absence de dépistage massif et de recensement de la totalité des décès liés au virus (par exemple au moins 2 028 décès liés au coronavirus dans les Ehpad en France qui n'étaient pas comptabilisés initialement).

Cette catastrophe sanitaire a imposé progressivement sur tous les continents une quasi mise à l'arrêt des activités économiques et sociales. Près de **50% de la population mondiale est désormais concernée par des mesures de confinement** restrictives des libertés fondamentales (3,84 milliards de personnes), provoquant des réactions en chaîne qui illustrent les vulnérabilités d'un système de production, de distribution et de consommation tout entier caractérisé par l'interdépendance et la recherche du profit à court terme. Ce **brutal retour au réel**, à nos fragilités et à nos conditions vitales d'existence, constitue une marche descendante qui nous rapproche d'**une logique d'effondrement systémique** dont nous vérifions *in situ* les mécanismes et les effets domino, et dont nous mesurons les risques pour la paix et la sécurité civile.

Le plus dur de la catastrophe sanitaire est encore devant nous, tant en termes de pertes humaines, que de conséquences sociales, économiques et sociétales de toute nature. S'y ajoutent des **conséquences psychologiques et morales très lourdes** et générant des effets à long terme liés à l'état de stress traumatique. Si tous les effets de ces bouleversements ne peuvent être anticipés dans une situation marquée par son instabilité et ses incertitudes, il est d'ores et déjà évident que plus **rien ne sera comme avant**. Ce choc ne constitue pas seulement, pour l'humanité, une interruption brutale dans la marche du monde, mais **une rupture historique**.

Les dogmes de l'efficacité autorégulatrice du marché et de la supériorité des enjeux économiques sur toute autre considération, les visions du monde ignorantes de notre appartenance au vivant et marquées par la négation des limites planétaires, ont été balayés par les faits en quelques semaines. Pour protéger la vie humaine, c'est la puissance publique qui est appelée au secours. Il n'y a plus de Pacte de stabilité européen, plus de limite à la dépense publique, même le Medef en appelle à des nationalisations. Quand tout s'effondre, **il ne reste que l'Etat**.

En ce sens, **nous ne considérons pas les événements actuels comme une « crise »**, dont la parenthèse, une fois refermée, conduira à un retour « à la normale », c'est-à-dire à la situation antérieure, à l'identique. Nous refusons d'entretenir ce mythe de l'« après ». Il résulte en fait du covid-19 un **nouvel état du monde**.

2. Une maladie reliée aux destructions écologiques

Cette catastrophe sanitaire fait partie du grand tout de la destruction écologique irréversible.

Le Covid-19 est une zoonose, c'est-à-dire une maladie transmise à l'homme à partir d'animaux vertébrés, sauvages ou domestiques. Avant lui, SRAS et Ebola avaient pour origine des chauves-souris (en Chine et en Guinée), tandis que la grippe H1N1 venait probablement d'un porc au Mexique. Il faut en général plusieurs années de recherche pour établir avec certitude la chaîne de transmission d'un virus de l'animal à l'humain. Concernant celui à l'origine de la maladie Covid-19, l'hypothèse scientifique privilégiée est une recombinaison entre deux virus, l'un provenant d'une chauve-souris, l'autre du pangolin, au sein d'un organisme aujourd'hui inconnu. Il est en tout état de cause certain que le virus est apparu à Wuhan (province de Hubei) en Chine et n'a pas été créé en laboratoire.

Les coronavirus existent naturellement dans le monde sauvage et peuvent se recombiner. On ne connaît pas encore avec certitude le patient 0, et donc le contexte de franchissement de la barrière d'espèces. Néanmoins, **il est prouvé que certaines activités humaines favorisent l'émergence des zoonoses**. Selon l'OMS, 75% des agents pathogènes des maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses. Les virus sont des micro-organismes qui, lorsqu'ils trouvent un hôte abondant, se multiplient efficacement. Le choc biologique lié à l'expansion humaine colonisant les espaces du monde sauvage, la déstabilisation des écosystèmes, la déforestation, le braconnage, le stockage dans des conditions délétères d'espèces sauvages ainsi que leur consommation augmentent les voies de contaminations et de recombinaison des virus vers l'espèce la plus efficace pour se disséminer : l'espèce humaine. **Plus nous détruisons les écosystèmes et maltraitons les animaux, plus nous favorisons l'émergence de telles épidémies**. Il est établi que le réchauffement climatique va aussi provoquer de nouvelles pandémies, que ce soit par l'extension géographique des vecteurs d'infection (moustiques, tiques) ou par la libération d'agents pathogènes conservés dans le pergélisol.

Reléguée au second plan dans le débat public, objet de théories complotistes niant les connaissances scientifiques, **la cause originelle du Covid-19 est probablement directement liée à la destruction massive de la biodiversité**.

La particularité de l'épidémie actuelle est aussi **la vitesse de propagation du virus**. Il n'a fallu que trois mois au Covid-19 pour arriver en Europe. L'intensification des déplacements humains ces vingt dernières années est un facteur d'accélération majeur, de même que la massification urbaine. Entre 2002 et aujourd'hui les flux de passagers aériens ont été multipliés par presque trois.

Si l'hypothèse que la pollution atmosphérique peut propager le virus a été formulée par des chercheurs italiens, il est en revanche certain que les pathologies liées à **la pollution de l'air**, première cause de mortalité dans le monde, à la sédentarité et à la malbouffe (obésité), et plus largement à la dégradation de la santé environnementale, affaiblissent l'immunité et aggravent la vulnérabilité de l'espèce humaine face à de nouveaux agents pathogènes.

3. Une catastrophe de l'Anthropocène

La pandémie n'est donc pas un perturbateur « extérieur » à notre monde, mais le produit d'une époque, l'Anthropocène, tant elle est marquée par toutes ses caractéristiques : origine liée à la perturbation anthropique du vivant, vitesse de propagation planétaire, augmentation exponentielle du nombre de cas et de victimes, conséquences immédiates sur l'économie mondiale des mesures de confinement faute de capacités sanitaires suffisantes, aggravation spectaculaire des inégalités, ...

Un système d'approvisionnement mondialisé dont la gestion se fait à flux tendus, interdépendants les uns des autres, est intrinsèquement vulnérable. **Le pétrole est la condition de ce système dans lequel il n'y a pas de stocks**, l'utilisation des énergies fossiles assurant une distribution constante.

Soulignons aussi que le développement de la pandémie a été accéléré par le « **corona-obscurantisme** » dont ont fait preuve les **gouvernements Destructeurs** (Chine, Etats-Unis, Royaume-Uni, Brésil, Russie etc), occultant ou mettant en doute les alertes scientifiques, sur fond de tensions géopolitiques entre grandes puissances, livrant ainsi les populations à une contamination massive. Le retard apporté en Chine à donner l'alerte sur le virus (près d'un mois) est également le résultat de l'absence de libertés publiques et de liberté de la presse (lanceurs d'alerte emprisonnés, journalistes étrangers expulsés). La pandémie illustre **la faillite des populistes, des régimes autocratiques et des égoïsmes nationaux face à toute situation d'urgence internationale** qui nécessite de rechercher non pas la rivalité entre nations, mais la coopération. Il est désastreux, pour **l'Europe**, qu'elle n'ait pas saisi rapidement l'occasion de faire la démonstration inverse, celle de l'entraide dans un espace démocratique. Et désolant qu'elle n'ait finalement réagi que par des mesures financières, pour limiter le krach des marchés financiers.

L'explosion des inégalités consubstantielle au modèle de civilisation actuel est exacerbée par l'épidémie, entre les pays et à l'intérieur de chacun d'eux : impossible de se confiner dans un bidonville, de respecter les gestes barrières sans accès à l'eau ; impossible d'essayer de se substituer à l'école en faisant classe aux enfants sans livres, sans internet, dans un logement exigu... L'Afrique est confrontée à un risque d'effondrement économique et sanitaire. Ici, pendant que les uns peuvent télétravailler, les autres sont au chômage partiel ou exposés au risque sans protection dans leur métier.

La pandémie met en lumière les effets ravageurs de la marchandisation de toutes les sphères vitales des activités humaines (santé, alimentation) et des politiques ultra-libérales d'**affaiblissement de l'État**. Les délocalisations industrielles, la perte de souveraineté sur les biens et services essentiels, l'appauvrissement des systèmes de santé (manque de lits, de matériels, de soignants...), la réduction des moyens des services publics, débouchent sur une catastrophe sanitaire majeure et une restriction des libertés fondamentales faute de capacité à prévenir la contagion (tester, isoler les seuls porteurs du virus...) et soigner.

Affaibli dans ses moyens d'actions, l'Etat, dont la première mission fondamentale est la protection de la sécurité de la population, a perdu en compétences, en expertise, ainsi qu'en capacités opérationnelles et d'anticipation. Le règne de **la technobureaucratie**, soumise à l'influence des lobbys et à **l'hypercentralisation de la Vème République**, aggrave les dysfonctionnements et entraîne une perte de réflexes élémentaires en situation de crise.

Ainsi s'explique **l'aveuglement de l'Etat** et de ses agences, sous-estimant les risques liés à l'épidémie, ne prévoyant rien, ou trop tard, pour les besoins matériels les plus essentiels (masques, tests, respirateurs...), s'auto-congratulant pendant des semaines que « *la stratégie française marche* », délivrant les informations au compte-goutte par peur d'une panique qui mettrait l'économie à l'arrêt, moquant le confinement italien « *contre-productif* », avant de se résigner à suivre le même chemin, acculés par la science et par les faits. **La cohésion nationale de la France, et l'Etat lui-même aujourd'hui, tient non plus d'abord « par le haut », mais surtout « par le bas »**, parce que les soignants, les policiers et gendarmes, les pompiers, les caissières, les livreurs, les transporteurs, les agriculteurs, des entrepreneurs, les élus locaux, les éboueurs, les travailleurs sociaux, les enseignants, les associations,... font preuve d'un dévouement exceptionnel dans l'exercice de leurs missions fondamentales et vitales pour la République. Des trésors d'ingéniosité, de « système D » et d'adaptation en mode dégradé, se déploient tous les jours pour pallier les défaillances dont sont responsables, non seulement le gouvernement actuel, mais également **ceux des trois derniers quinquennats**. Dans ces conditions, résumer les conséquences politiques à retenir de la pandémie à la mise en cause de la responsabilité du seul pouvoir actuel est un raisonnement à courte vue auquel les écologistes ne peuvent souscrire. Il occulte la responsabilité principale : celle d'un modèle de civilisation destructeur qui a constitué la norme de référence depuis des décennies.

En quelques jours ou quelques semaines, nous avons vu à l'œuvre face à l'épidémie **les mêmes mécanismes que depuis des années face au changement climatique** : déni, chacun pour soi, prises de conscience tardives, inertie, décalage entre les intentions proclamées et la mise en œuvre effective des actions...

4. Le début d'une récession sans équivalent

La pandémie et les mesures de confinement ont provoqué un choc économique sans équivalent. La crise qui en résulte est vraisemblablement d'**une ampleur supérieure à la crise de 1929**. Elle risque de déboucher sur une dépression longue car il s'agit d'abord d'**une crise de l'économie réelle**, avec **une mise à l'arrêt de pans entiers de la production industrielle** et de la consommation d'abord en Chine, puis partout dans

le monde. Outre les secteurs parmi les premiers impactés (tourisme, baisse de 90% du trafic aérien dans les prochains mois, restauration,...), en France 50% de la production industrielle, 85% de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, 50% de l'activité des services, sont à l'arrêt. **Des risques pèsent sur les chaînes d'approvisionnement** et de production pour les fonctions vitales les plus essentielles, à commencer par l'alimentation.

La panique boursière initiée par les décisions de l'Arabie Saoudite et de la Russie provoquant une baisse du prix du baril de pétrole, s'est conjuguée aux conséquences de la pandémie et du ralentissement du commerce international (baisse de la demande en pétrole), encourageant les investisseurs à liquider leurs actifs. Il est probable qu'à terme, le sous-investissement dans les capacités de production pétrolière débouchera sur une augmentation des prix du baril et sa forte volatilité. Dans l'immédiat, un tiers de la capitalisation boursière a été perdu en deux semaines. Le secteur bancaire est en difficulté. Les faillites d'entreprises vont se multiplier. **Les conséquences sociales sont d'ores et déjà monstrueuses, avec 10 millions de nouveaux chômeurs aux Etats-Unis** en deux semaines, record historique absolu.

Dans l'urgence, le recours essentiel pour la survie du tissu industriel est l'intervention massive des Etats, ou la réponse aux besoins de « l'économie de guerre » liés à la pandémie elle-même par des reconversions rapides des outils de production et l'adaptation à la demande d'une économie relocalisée. Or au-delà de la gestion défailante de la catastrophe sanitaire, les mesures prises ou annoncées jusqu'à ce jour sur le front économique traduisent avant tout **la volonté de sauver ou de reconstruire le système de production et de consommation à l'identique**, à l'image des mesures prises en 2008-2009 pour sauver le secteur financier, sur le mode du « *business as usual* ».

5. Réinventer, plutôt que reconstruire

Ecologistes, nous sommes dans le camp de ceux qui font **le choix de la cohésion nationale**, qui agissent ou qui simplement applaudissent aux fenêtres tous les soirs. La gravité des circonstances impose de placer au-dessus de tout **l'esprit de responsabilité** et la mobilisation générale pour sauver des vies. Nous l'avons dit depuis le début de l'épidémie : la santé d'abord !

Notre boussole est celle de la sécurité de la population et de ses besoins essentiels. Dans l'immédiat et à long terme. **A ceux qui veulent « reconstruire » le monde d'hier, nous opposons la détermination de celles et ceux qui veulent réinventer un monde harmonieux.** L'aspiration à de nouveaux modes de vie, à une nouvelle hiérarchie des valeurs, à un monde respectueux du vivant et bienveillant, à une nouvelle gouvernance démocratique, n'a pas disparu avec le coronavirus, bien au contraire. **Tout s'accélère pour les écologistes !**

La pandémie est une catastrophe dont nous mesurons le prix humain et qui concentre toutes les urgences de notre époque. Pour nous, le coronavirus n'est pas, comme on a pu l'entendre parfois, une « opportunité » ou une épreuve « salutaire ». La maladie et le confinement ne sont pas une expérience de la « sobriété » ou de la « décroissance », mais une privation de liberté, de travail, d'éducation, de relations humaines et sociales, ainsi que de relations avec la nature. Ils n'ont rien de commun avec l'adhésion à un

changement culturel des comportements et présentent aussi une part de risques d'effets rebond et de frénésie consumériste. Leurs effets environnementaux (baisse des émissions de CO2, baisse de la pollution de l'air, baisse de la consommation d'énergie et de matières premières) ne seront que temporaires si des changements profonds ne sont pas choisis collectivement et durablement au regard d'une autre catastrophe, elle irréversible, le changement climatique et la perte de biodiversité résultant du dépassement des limites planétaires.

Nous sommes en train de vivre un moment de bascule de l'histoire dont il peut sortir le pire ou le meilleur. Réinventer le monde commence par retrouver le sens de l'essentiel. A nos yeux, au-delà des urgences immédiates, **l'enjeu actuel n'est pas de « recycler » comme une sorte de « prêt à penser » une longue liste de mesures programmatiques** conçues dans le monde d'avant la pandémie, mais bien d'affirmer que la transformation que nous appelons de nos vœux doit avoir pour point de départ un questionnement plus fondamental. Tout peut et doit être ré-interrogé :

- **De quoi avons-nous vraiment besoin pour vivre ?**
- **De quoi dépend notre sécurité ?**
- **Quelles sont les activités indispensables à l'épanouissement humain et à la société dans son ensemble ?**
- **Quels biens communs et activités sociales doivent être protégés des logiques de marché ?**
- **Comment réduire nos dépendances et garantir notre résilience face aux menaces et aux risques du 21^{ème} siècle ?**

Sur la base d'un premier [inventaire de l'essentiel](#), nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, d'échanger pour identifier **des choix de rupture crédibles** à proposer à nos concitoyens.

Les événements actuels donnent tort à toutes celles et ceux qui, fatalistes ou résignés, pensaient que la politique ne sert à rien et qu'il est impossible de changer le monde. En quelques jours, ce sont bien des décisions politiques, et non économiques, qui ont guidé des choix lourds de conséquences pour nos vies quotidiennes et nos sociétés. Fait notable, après des semaines de déni et de déficience, cette fois **les données scientifiques ont pris place** dans le fondement et la justification de ces décisions politiques.

*Si vous souhaitez contribuer aux réflexions et aux échanges,
merci de remplir [ce formulaire](#) afin que nous puissions vous recontacter.*